

Berne, le 25 février 2010

Sondage d'opinion 2009 sur la politique de développement

Commentaire de Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud,

la communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper pour les questions de politique de développement

Depuis 1984, notre sondage d'opinion offre, tous les cinq ans, un instantané de la vision du monde de la population suisse, en prenant en compte notamment les relations Nord-Sud ainsi que la politique de développement et de coopération de la Suisse. Les avis exprimés sont le reflet de diverses influences : les événements majeurs du monde et de notre pays ainsi que le discours médiatique qui s'y rapporte, l'atmosphère politique du moment, les inquiétudes personnelles (insécurité économique dans une économie mondiale globalisée, etc.), les expériences propres liées aux pays en développement (c'est le cas de 9% des réponses) et, finalement, ce qui reste des informations et des activités des acteurs de la coopération au développement. En complément du rapport de sondage, voici quelques remarques d'Alliance Sud sur les principaux résultats.

Indifférence croissante envers les sources de conflit globales

(graphiques 6 et 7 du rapport)

Les personnes interrogées citent comme sources principales de conflit de la politique mondiale (1) le « problème de la faim »¹ (53%), (2) l'« opinion religieuse » (45%), (3) l'« accroissement de la population » (43%) et (4) l'« afflux de réfugiés du monde entier » (41%). Ces quatre raisons se trouvent en tête depuis le début des sondages en 1984. La faim se situe toujours en première position.

Ces thèmes touchent les gens de manière diverse, entre les deux pôles que sont l'empathie pour les autres êtres humains et les sentiments de menace :

- La faim témoigne de l'empathie pour les personnes défavorisées de la planète.
- La croissance démographique est considérée comme la cause de plusieurs problèmes du monde : de la faim et de la pauvreté à une forme de sentiment de menace, en passant par la destruction de l'environnement.
- L'« afflux de réfugiés du monde entier » peut s'expliquer de deux manières : soit les personnes sondées sont conscientes que les conflits violents et les régimes répressifs provoquent des flux de réfugiés, soit elles s'attendent à ce qu'une partie des réfugiés demandent l'asile en Suisse, avec l'attitude majoritairement défensive que l'on connaît.
- L'opinion religieuse, identifiée au fondamentalisme, recouvre finalement un courant politique international ressenti comme hostile.

¹ Les expressions entre guillemets correspondent aux termes exacts du sondage. Ceux-ci sont parfois réduits à un mot dans les graphiques du rapport.

En 2009, deux changements sont particulièrement frappants par rapport aux sondages précédents :

1. Deux sources de conflit globales ont clairement perdu du terrain en 2009, alors qu'elles étaient en tête auparavant (à l'exception de 1984) : le « chômage » et l'« exploitation abusive de la nature et le changement climatique ». Le chômage (international) n'est plus mentionné que par un petit tiers des personnes sondées. En revanche, le chômage (indigène) figure en première place, avec deux tiers des voix, dans le baromètre des préoccupations des Suisses², mesuré à la même période que notre sondage. La destruction de l'environnement et le changement climatique ne sont plus cités que par un bon cinquième des personnes interrogées, soit au même niveau, très bas, que dans le baromètre suisse des soucis (17%) – contrairement au chômage. Dans les deux cas, le ressenti subjectif est loin de coïncider avec les faits et les menaces objectifs.

2. En 2009, il règne une sorte de calme en comparaison avec le précédent sondage de 2004. Alors, deux tiers ou plus des personnes interrogées considéraient l'« armement militaire » et l'« arrogance de l'Ouest » comme des sources premières de conflit. En 2009, elles ne sont plus qu'un quart ou moins à le penser. De manière générale, la plupart des sources de conflit sont évaluées à la baisse par rapport à 2004. En 2004, nous étions en plein guerre de la « Coalition des volontaires » contre l'Iraq. Le sondage de 2009 a, en revanche, eu lieu quelques mois après l'élection de Barack Obama dans un contexte évident de décrispation internationale. Si les signaux de la politique internationale en 2004 indiquaient la guerre, ceux de 2009 pointaient vers la paix, en dépit de la crise économique mondiale. C'est ainsi que « l'interdiction d'exporter des armes dans les pays en développement » n'est plus soutenue que par 55% des sondés comme une mesure judicieuse de la politique de développement de la Suisse, alors qu'elle se situait auparavant toujours entre 71% (1994) et 87% (2004) (graphique 42).

Vision moins inquiète de la globalisation

(graphiques 11,12 et 13 du rapport)

La globalisation économique apparaît également en 2009 comme un souci de moindre importance qu'autrefois. Les aspects problématiques comme la « pauvreté croissante dans les pays industrialisés », le « chômage de masse » ou la « concurrence internationale en matière d'emplois et de salaires » ne sont plus soulignés que par un tiers des personnes interrogées ou moins, alors qu'en 1999 et 2004 ils étaient tout de même mentionnés par près de la moitié des sondés. La problématique des « flux de capitaux incontrôlés dans le monde entier » connaît une même diminution, bien que les personnes sondées viennent de vivre la plus grave crise financière depuis 1929. Cela dit, la globalisation n'est pas perçue plus positivement aujourd'hui : comme auparavant, seuls environ 10% croient qu'elle sert à tous les pays.

Ce résultat peut, selon nous, s'expliquer par trois facteurs. Premièrement, les controverses sur la globalisation sont, aux plans international et national, moins importantes de nos jours que dans la première moitié de la décennie. Deuxièmement, la Suisse fait partie des grands gagnants de la globalisation, nos entreprises occupant avec succès certaines niches du marché mondial. Les craintes qui existaient encore dans ce domaine dans les années 1990, liées notamment au fait d'être hors de l'Union européenne, se sont entre-temps apaisées. Troisièmement, il est probable que certains grands pays émergents, à l'instar de la Chine, sont également perçus comme des gagnants de la globalisation, ce qui correspond d'ailleurs au discours officiel. La modification des rapports de force

² Sorgenbarometer 2009 : http://www.soziotrends.ch/pub/Sorgenbarometer_2009.pdf

globaux ces dix dernières années – davantage de poids économique pour l'Asie de l'Est et du Sud, relativement moins pour les pays industrialisés – se reflète également dans le sondage de 2009. Ainsi, davantage de personnes interrogées perçoivent aujourd'hui les pays en développement comme profitant de la globalisation : leur part est passée de 9% en 1999 à 20% en 2009 (graphique 13). C'est évidemment une petite minorité, mais qui se trouve en augmentation.

Sentiment de responsabilité moindre pour la situation des pays en développement

Il en résulte que moins de personnes sondées qu'auparavant estiment aujourd'hui que les pays industrialisés ont une part de responsabilité dans la situation des pays en développement. Ainsi, seul un tiers des sondés citent encore l'« écart au niveau de la prospérité entre les pays industrialisés et les pays en développement » comme un problème de la mondialisation de l'économie ; en 1999 et 2004, ils étaient encore plus de la moitié (graphique 12). Et seul un cinquième mentionnent encore le fossé Nord-Sud comme une source de conflit globale ; en 2004, ils étaient encore près de la moitié (graphique 7). Seul un tiers des personnes interrogées aujourd'hui pensent que les pays en développement sont « exploités » par les pays industrialisés, contre 55 à 60% en 1999 et 2004 (graphique 8). Les résultats aux questions de savoir comment contribuer le mieux à l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement vont dans le même sens. En 1994, la moitié des personnes sondées estimaient nécessaires de « nouvelles règles du jeu au niveau du commerce mondial »³, alors qu'un tiers mentionnaient les « réformes politiques et économiques directement dans le Sud »⁴. Depuis lors, les proportions se sont inversées : la moitié des sondés nomment aujourd'hui les réformes dans le Sud en première position, alors que seul un tiers donnent encore la priorité à la transformation des règles économiques mondiales (graphique 24). Il ne s'agit pas ici de jouer un élément contre l'autre : du point de vue de la politique de développement, les réformes au Sud sont autant nécessaires que le changement des règles économiques mondiales. Mais ce sont surtout ces dernières que les pays industrialisés peuvent modifier eux-mêmes, puisqu'ils les ont créées.

Sur ce même problème, un autre résultat ressort d'une question ciblée sur la Suisse. Depuis 1999, plus de 60% des sondés estiment que la Suisse doit offrir « un apport constructif pour changer les structures de l'économie mondiale » (graphique 28). Nous comprenons cela ainsi : les personnes interrogées pensent que les règles économiques mondiales sont moins décisives pour résoudre les problèmes des pays en développement que les réformes au Sud, mais elles salueraient quand même une contribution de la Suisse à leur transformation.

Solidarité avec les plus pauvres et communauté de destin mondiale

Bien que les personnes sondées estiment moindre la responsabilité des pays industrialisés à l'égard des pays en développement, leur approbation de la coopération au développement est toujours élevée. La part de celles qui sont en faveur d'une augmentation de l'aide a même crû de 20% en 1999 à 30% en 2009 (graphique 37) – malgré la violente controverse de ces cinq dernières années sur le sens et l'utilité de la coopération au développement et bien que le volume des dépenses soit largement surestimé (graphiques 31 et 32). Depuis le sondage de 1984, la motivation principale pour

³ La question mentionne explicitement de « meilleurs prix pour les matières premières, moins de subventions pour les exportations, moins de protection des exportations ».

⁴ La question donne comme exemples les « réformes agraires » et la « lutte contre la corruption ».

l'aide au développement reste la « solidarité avec le prochain », à laquelle trois quart ou plus des sondés continuent de souscrire (graphique 23).

Une différence plus grande est faite de nos jours entre la responsabilité à l'égard des pays en développement et celle à l'égard des personnes fortement défavorisées dans le monde. Cette tendance semble logique, dans la mesure où l'image que nous avons des pays en développement s'est nuancée ces dix dernières années en raison des succès de certains pays émergents en matière d'industrialisation. Le concept de pays en développement est de moins en moins synonyme d'extrême pauvreté.

D'autres justifications pour la coopération au développement comme « on ne peut freiner l'exploitation abusive de la nature qu'en étant tous solidaires » ou « il faut aider les pays pauvres à faire face à la destruction de l'environnement et au changement climatique » ont également obtenu un large soutien d'environ 75% (graphique 23). Une certaine conscience d'une communauté de destin mondiale existe, en dépit de tous les conflits et divergences.

Aide au développement : également pour nous ?

Depuis le lancement du sondage en 1984, 50 à 60% des personnes interrogées pensent que l'argent de la coopération au développement devrait également être « en partie » investi pour les « personnes nécessiteuses » en Suisse. Une minorité plaide même pour que le budget de l'aide soit dépensé en totalité en Suisse. La part des sondés qui veulent utiliser l'argent de la coopération en partie ou en totalité en Suisse a augmenté de 60% en 1984 à 80% aujourd'hui (graphique 39).

Ces réponses sont quelque peu paradoxales et peuvent être interprétées de plusieurs manières. Certes, nombreuses sont les personnes interrogées qui souhaiteraient que soient aidés non seulement les pauvres à l'étranger, mais aussi ceux en Suisse. Ensuite, il y a celles, minoritaires, qui rejettent plutôt la coopération au développement. Il est cependant étonnant de constater qu'une forte majorité n'est pas consciente de ce que la Suisse dépense et entreprend pour lutter contre l'extrême pauvreté indigène. Pour cent francs gagnés par la Suisse, plus de 30 francs sont investis dans les assurances sociales et la prévoyance sociale, alors que seuls 40 centimes sont dépensés au titre de la coopération au développement. Objectivement, on ne peut guère parler de disproportion.

De telles ambivalences se retrouvent également dans d'autres questions. Une minorité croissante des sondés estiment que la coopération au développement devrait également être utile à la Suisse, par exemple via des achats de marchandises auprès des entreprises suisses. En 1999, 22% des sondés étaient de cet avis, 31% en 2009. L'opinion contraire, selon laquelle la coopération au développement devrait se faire au profit des pays en développement « indépendamment des intérêts économiques de la Suisse » perd en revanche du terrain. En 1999, 43% des personnes interrogées le pensaient encore, 28% en 2009 (graphique 40). Ce changement d'opinion se trouve ainsi en décalage avec la politique réelle des pays donateurs dans le cadre de l'OCDE. Depuis la fin des années 1990, ceux-ci sont en train de « délier » la coopération au développement des contraintes d'achat auprès de leurs propres entreprises, parce qu'ils ont réalisé que les offres « liées » renchérisaient l'aide et réduisaient fortement son utilité économique dans les pays bénéficiaires. La Suisse avait déjà largement « délié » son aide auparavant.

Pour d'autres informations : Peter Niggli, tél. 079 262 69 27